

avec intérêt ses propos sincères et charmants sur les idées et le mode de vie en honneur pendant le règne de la reine Victoria. Il se rend compte, j'en suis sûr, des possibilités que nous réserve l'avenir en ce qui concerne l'économie canadienne, ainsi que de la position vulnérable où se trouve le Canada en ce qui a trait aux marchés étrangers. Toutefois, il préconise, à mon sens, les politiques orthodoxes du passé qui ont conduit à deux guerres mondiales et à la crise économique, mais j'y reviendrai tantôt. Je veux d'abord appuyer les propositions que l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) a soumises à la Chambre sur l'aménagement budgétaire, car je les crois logiques et pratiques. Pourquoi le sont-elles? Parce qu'elles s'inspirent de la conception d'un mouvement ayant un but social bien défini et qui s'achemine vers des fins concrètes.

Je n'accaparerai pas le temps de la Chambre afin de traiter des autres aspects du budget; toutefois, je ne crois pas que les honorables vis-à-vis aient réfuté les arguments que nous avons avancés en vue de relever le niveau des abattements. A l'instar de plusieurs honorables députés, je regrette vivement que le Gouvernement n'ait pas jugé bon de supprimer les restrictions qui entravent les coopératives. Le discours de l'honorable député de Swift-Current (M. Bentley) m'a plu énormément. Il a fort bien exposé l'essor du mouvement coopératif au Canada, ainsi que l'attitude de ses membres à l'égard du régime d'imposition auquel les coopératives sont assujetties. Pourquoi a-t-il pu le faire? Parce qu'il savait ce dont il parlait. Il s'est occupé du mouvement coopératif toute sa vie et il en connaît l'importance pour l'ouvrier et le cultivateur ordinaires. Je crois que le Gouvernement manque d'imagination à cet égard,—ce gouvernement qui avant les dernières élections à couvert le pays d'affiches de réclame et promis au peuple un ordre social nouveau. Le Gouvernement ne saurait trouver de moyens moins dispendieux de favoriser l'instauration d'un nouvel ordre social, d'une nouvelle démocratie économique, que l'aide aux sociétés et organismes coopératifs que représenterait l'abolition de ces entraves.

Le Gouvernement démontre aussi son manque d'imagination même dans des choses de peu d'importance, en assujettissant à un impôt, par exemple l'énergie électrique, les eaux gazeuses et les chocolats. La jeunesse de notre pays est organisée en groupes divers. Dans ma circonscription les adolescents se sont groupés et prennent part à l'activité sociale de la collectivité. Cependant, notre Gouvernement n'a pas assez d'imagination pour encourager ces jeunes garçons et filles en leur permettant de se procurer ces douceurs aux

prix d'avant-guerre. Les manufacturiers de ces boissons dans ma circonscription m'ont déclaré qu'ils étaient prêts à vendre ces breuvages à l'ancien prix de 5c. la bouteille, si le Gouvernement veut bien enlever l'impôt qui le frappe. Cependant, le Gouvernement est incapable de faire cette petite concession à ces jeunes Canadiens en leur disant; "Nous consentons à vous libérer de cet impôt, parce que nous obtenons assez de fonds des vieux mécréants."

Cet après-midi, je traiterai surtout des questions de grande envergure qu'a abordées l'honorable député de Stanstead. A cette fin, je citerai tout d'abord quelques passages d'un éditorial paru le 9 mai dans le *Citizen* d'Ottawa:

Hommes d'affaires qui redoutent la guerre

Du moment que les membres de la Chambre de commerce de Montréal peuvent lire dans leur rapport annuel que "le plus grand facteur psychologique" qui entrave le retour aujourd'hui à "des conditions normales" c'est la peur d'une nouvelle guerre, il est temps que les autres hommes d'affaires canadiens abattent ce fantasme épouvantail. C'est en effet le fruit d'une propagande stupide, d'une surexcitation insensée... limitée uniquement à ce continent.

Aujourd'hui, aucun des hommes d'Etat responsables d'Europe ne redoute la guerre. A coup sûr l'Union soviétique n'est-elle pas en état de la livrer. L'opinion, très répandue en Europe, que la prochaine guerre est encore très éloignée, trouve une expression typique dans une récente déclaration de M. Jan Masaryk, premier ministre de Tchécoslovaquie, président de la Fédération mondiale de l'Association des Nations Unies, qui connaît et l'Europe et l'Amérique du Nord comme peu d'hommes d'Etat. Les délégués des Nations Unies sont aujourd'hui beaucoup plus confiants qu'il y a seulement six mois, déclare-t-il, que les différends internationaux et les complexités de la situation mondiale vont se régler à l'amiable.

Ce dont les Nations Unies ont besoin, cependant, c'est de pouvoir compter sur "l'enthousiasme dont les peuples de la terre se sont révélés capables dans la lutte et la reconstruction." En d'autres termes, non seulement tous les organismes politiques, culturels, religieux, ouvriers, intellectuels, juvéniles et autres doivent-ils se rallier à l'Organisation des Nations Unies et à ses objets, mais les hommes d'affaires du monde doivent comprendre qu'il est de leur devoir de dissiper les appréhensions, les malentendus, la méfiance et la haine qui entravent l'économie des nations et paralysent leur commerce.

L'auteur de l'article semble aborder la situation d'une façon logique et très objective. Or cette opinion, monsieur l'Orateur, n'est pas seulement celle du rédacteur du *Citizen*; c'est encore celle d'un grand nombre de nos hommes d'affaires et d'autres animés d'un esprit progressiste, et c'est de ce point de vue que je désire aborder le sujet. Il ne fait pas l'ombre d'un doute, dans l'esprit de gens réfléchis, que nous sommes à la veille d'une période hérissée de difficultés. L'avenir s'annonce bien incertain. Où en sommes-nous?